

**ASSEMBLEE GENERALE MIXTE
DU 23 MAI 2012**

**RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LES RESOLUTIONS
SOUMISES A L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

PRESENTATION DES RESOLUTIONS EXTRAORDINAIRES

Dix résolutions sont soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale Extraordinaire et portent :

- sur l'émission d'actions ordinaires et de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance avec ou sans maintien du droit préférentiel de souscription (treizième et quatorzième résolutions),
- sur l'émission avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions ordinaires et de valeurs mobilières donnant accès au capital destinées
 - à rémunérer les titres apportés en cas d'offres publiques d'échange (quinzième résolution),
 - à rémunérer des apports de titres dans la limite de 10% du capital (seizième résolution),
- sur la limitation des autorisations d'émission avec suppression du droit préférentiel de souscription (dix septième résolution),
- sur l'augmentation de capital par incorporation de réserves ou de bénéfices, de primes d'émission ou d'apport (dix-huitième résolution)
- sur la limitation globale des autorisations d'émission avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription (dix-neuvième résolution)
- sur l'autorisation à donner au Conseil d'administration de réaliser des opérations réservées aux adhérents du Plan d'Epargne d'Entreprise de groupe BNP Paribas pouvant prendre la forme d'augmentations de capital et/ou de cessions de titres réservées (vingtième résolution),
- sur l'autorisation à conférer au Conseil d'administration à l'effet de réduire le capital par annulation d'actions (vingt et unième résolution),
- sur les pouvoirs conférés pour effectuer toutes formalités (vingt-deuxième résolution)

➔ Dans la **treizième résolution**, il est demandé à l'Assemblée générale d'autoriser pour 26 mois le Conseil d'administration à procéder à l'émission d'actions ordinaires de la société ainsi que de toutes valeurs mobilières donnant accès à son capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance (avec maintien du droit préférentiel de souscription). Il s'agit ici du renouvellement de l'autorisation de même nature donnée par l'Assemblée qui s'est tenue en 2010 et arrive prochainement à échéance.

Il est précisé que le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être ainsi réalisées ne pourrait être supérieur à 1 milliard d'euros, montant strictement identique aux autorisations précédentes données depuis l'Assemblée du 23 mai 2000. Ce montant induirait la création d'un nombre d'actions nouvelles équivalant à 41,4% du capital existant à ce jour.

De plus, si des titres de créance devaient être émis en accompagnement des augmentations de capital précitées, leur montant ne saurait excéder 10 milliards d'euros.

La présente délégation annule et remplace toute autre ayant le même objet qui aurait pu être antérieurement consentie.

➔ La **quatorzième résolution** propose à l'Assemblée générale d'autoriser pour 26 mois le Conseil d'administration, à procéder à l'émission d'actions ordinaires de la société ainsi que de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription. Un droit de priorité pourra être conféré aux actionnaires sur la totalité de l'émission.

Il est précisé que le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être ainsi réalisées ne pourrait être supérieur à 350 millions d'euros. Ce montant induirait la création d'un nombre d'actions nouvelles équivalant à environ 14,5% du capital existant. De plus, conformément aux dispositions légales et réglementaires, le prix d'émission devra être au moins égal à la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de bourse précédant la fixation du prix de souscription moins 5%, garantissant ainsi la référence aux conditions du marché.

De plus, si des titres de créance devaient être émis dans le cadre de la présente autorisation, leur montant ne saurait excéder 7 milliards d'euros.

Il est enfin précisé que la présente délégation annule et remplace toute autre ayant le même objet qui aurait pu être antérieurement consentie.

Par **la quinzième résolution**, il est demandé aux actionnaires d'autoriser pour 26 mois le Conseil d'administration, à procéder à l'émission d'actions ordinaires ainsi que de valeurs mobilières, avec suppression du droit préférentiel de souscription, en vue de rémunérer les titres qui seraient apportés à BNP Paribas dans le cadre d'offres publiques d'échange.

Le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être ainsi réalisées serait de 350 millions d'euros : il conduirait donc à la création d'un nombre d'actions nouvelles équivalant à environ 14,5% du capital existant. Cette autorisation conférerait à BNP Paribas la souplesse nécessaire pour mener à bien des opérations de croissance externe de petite ou moyenne envergure.

→ Dans **la seizième résolution**, il est demandé à l'Assemblée d'autoriser pour 26 mois le Conseil d'administration à procéder à l'émission, dans la limite de 10 % du capital à la date de la décision du Conseil, d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital en vue de rémunérer des apports en nature de titres. L'adoption de cette résolution donnerait à BNP Paribas les moyens d'une réactivité accrue et augmenterait donc ses capacités de négociation, tous facteurs favorables aux intérêts des actionnaires ; c'est d'ailleurs cette disposition particulière qui a permis en 2009 la concrétisation dans les meilleurs délais du rapprochement de votre société avec le groupe Fortis. Comme le prévoit la loi, le Conseil d'administration procéderait à l'approbation de l'évaluation des apports après avoir pris connaissance du rapport des Commissaires aux apports ; ce rapport serait communiqué aux actionnaires à l'occasion de l'Assemblée générale suivante.

La présente délégation priverait d'effet toute délégation antérieure de même nature pour le solde non utilisé à ce jour.

→ La **dix-septième résolution** demande à l'Assemblée d'approuver que le montant nominal maximum global des augmentations de capital pouvant résulter immédiatement et/ou à terme de l'utilisation des autorisations comportant la suppression du droit préférentiel de souscription, données par les quatorzième à seizième résolutions, ne pourra en tout état de cause être supérieur à 350 millions d'euros (14,5% du capital). De même, le montant nominal des titres de créance susceptibles d'être émis en vertu des autorisations ci-dessus ne pourra être supérieur à 7 milliards d'euros.

→ La **dix-huitième résolution** dispose que le Conseil d'administration serait autorisé à augmenter le capital social par incorporation de réserves, et ce dans la limite d'un montant nominal maximum de 1 milliard d'euros. Cette opération se traduirait alors par la création et l'attribution gratuite d'actions et/ou par élévation du nominal des actions existantes.

→ Le dispositif de **la dix-neuvième résolution** précise que le montant nominal maximum global des augmentations de capital pouvant résulter immédiatement et/ou à terme de l'utilisation des autorisations, avec ou sans suppression du droit préférentiel de souscription, données par les treizième à seizième résolutions, ne pourra en tout état de cause être supérieur à 1 milliard d'euros (41,4% du capital). De même, le montant nominal maximum des titres de créance susceptibles d'être émis en vertu des autorisations ci-dessus ne pourra être supérieur à 10 milliards d'euros.

→ Afin de conforter encore l'implication de l'ensemble du personnel en faveur de la progression de la société et du processus de création de valeur, **la vingtième résolution** demande à l'Assemblée Générale d'autoriser pour 26 mois le Conseil d'administration à réaliser des opérations réservées aux adhérents du Plan d'Epargne d'Entreprise de groupe BNP Paribas pour un montant nominal de 46 millions d'euros ; cette autorisation comporterait la suppression du droit préférentiel de souscription.

Ce montant de 46 millions d'euros représente 23 millions d'actions ordinaires, soit à peine 2 % du capital actuel, et donc moins de 1 % par an en moyenne. Cette autorisation se substituerait à toute autre de même nature actuellement en vigueur.

Les privatisations, intervenues en 1987 pour ce qui est de Paribas et en 1993 en ce qui concerne la BNP, avaient été l'occasion pour bon nombre de salariés de devenir actionnaires de leur société, élément essentiel de motivation pour le personnel, dont les intérêts rejoignent alors ceux des actionnaires. Les investissements des salariés ont essentiellement été réalisés par la mise en place d'un Plan d'Epargne d'Entreprise, accessible à tous les membres du personnel ; les versements y sont alors bloqués pour une durée de 5 ans, la période de souscription étant ouverte une fois par an, à des conditions définies par la loi.

La participation des collaborateurs détenue au travers du Plan d'Epargne d'Entreprise se montait ainsi à 4,54% du capital de la Banque au 31 décembre 2011.

Aucune de ces actions ne donne la possibilité de percevoir un dividende majoré ou d'exercer un droit de vote double, BNP Paribas appliquant strictement le principe « 1 action = 1 vote = 1 dividende ». En outre, chaque fonds du Plan d'Epargne d'Entreprise est géré par un Conseil de surveillance, comprenant des représentants élus du personnel, et donc par nature indépendants du management du groupe BNP Paribas. Le Président de chaque Conseil de surveillance vote de manière autonome, en personne et en séance, à l'Assemblée Générale de BNP Paribas : aucune procuration n'est confiée au Président de BNP Paribas.

➔ Dans la **vingt-et-unième résolution**, il est demandé à l'Assemblée d'autoriser le Conseil pour une durée de 18 mois, à annuler, par voie de réduction du capital social, tout ou partie de ses actions, détenues par votre société ou acquises dans le cadre de l'autorisation donnée par l'assemblée générale ordinaire, dans la limite de 10% du capital existant à la date de l'opération, par période de 24 mois. Cette autorisation rendrait caduque, à hauteur des montants non utilisés, toute autorisation précédente de même nature.

➔ Enfin, la **vingt-deuxième résolution** est une résolution usuelle qui concerne la délivrance des pouvoirs nécessaires à l'accomplissement des publications et des formalités légales de la présente Assemblée.